

CHANGEMENT DE WEEK-END, COMPOSITION DU GOUVERNEMENT, CRISE DU MSP...

Les confidences d'Aboudjerra Soltani

Son agenda du jour contrarié, Aboudjerra Soltani, le président du MSP, sans nœud de cravate, s'est libéré de la rigidité protocolaire pour un brin de causette riche en confidences. Entre autres révélations, Soltani a fait savoir que le réaménagement du week-end décidé en Conseil des ministres le 21 juillet 2009 a été débattu lors de la dernière réunion au sommet des trois partis de l'Alliance présidentielle.

Sofiane Aït-Ifilis - Alger

(Le Soir)- C'est lors de ce conclave que Ahmed Ouyahia et Abdelaziz Belkhadem, respectivement Premier ministre et ministre d'Etat, représentant personnel du président de la République, ont sollicité l'avis de leur ex-colleague sur le projet présidentiel de réaménager les jours de repos hebdomadaire.

Soltani n'a pas été tout de suite emballé par l'idée. Il était préoccupé de savoir si le vendredi allait être totalement dédié au repos ou alors, comme pour le jeudi du week-end actuel, il allait être institué semi-ouvrable.

Ses deux partenaires de l'Alliance l'ont promptement réconforté, en l'informant de ce que le président Bouteflika ne retient pas de faire du vendredi un jour semi-ouvrable.

«Ils m'ont dit que le président les a informés que le week-end sera tout le vendredi et samedi, alors j'ai dit OK», a révélé Soltani. Mais pas que cela.

Le président du MSP a informé aussi que lors du débat ouvert autour de la question, les chefs des

trois partis de l'Alliance présidentielle ont convenu qu'il faille justifier le réaménagement par des raisons économiques pour le soustraire aux agitations politiques.

«On a débattu de la question lors de la réunion de l'Alliance présidentielle. On a dit qu'il faut justifier ce réaménagement du week-end par des raisons économiques. Nous l'avons abordé d'un point de vue économique», a lâché encore Soltani.

A la question de savoir s'il n'aurait pas mieux valu en consulter le peuple à travers ses représentants au Parlement, Soltani a tranché : «C'est une décision souveraine du président de la République. C'est de la même manière que le président Boumediene avait institué le week-end musulman à la place du week-end universel.»

Mais le recours à l'exercice de cette souveraineté est dicté par des motivations politiques.

«Il fallait l'extraire au débat politique... à la prochaine tripartite», a déclaré Soltani.



Pas question de toucher au caractère férié du vendredi.

La liste des ministrables de Soltani

On ne sait si à cause de la canicule qui a dardé sur les vergers de Birkhadem en ce lundi ou de la contrariété qu'il devait subir suite aux tergiversations de la Drag d'Alger à lui délivrer l'autorisation pour la tenue de la conférence — cette dernière a vu ses travaux interrompus au second jour —, Aboudjerra Soltani a servi les confidences à satiété. Ainsi, il a révélé qu'au lendemain de l'élection du président Bouteflika pour un troisième mandat d'affilée, le MSP a confectionné et envoyé sa liste de ministrables. «On savait que conformément aux us, le gouvernement allait remettre sa démission au président réélu. On ne savait pas si le gouvernement allait être reconduit

tel quel ou s'il allait être remanié. Alors nous avons envoyé notre liste au président de la République. Une liste qui se décline en plusieurs variantes, qui devait répondre à tous les scénarii possibles», a-t-il dit.

Qu'entend-il par variantes ? «Nous avons soumis une liste de noms. C'était au président de puiser dans cette liste, s'il devait remplacer nos ministres déjà en poste ou élargir notre représentation au sein du gouvernement», a-t-il expliqué avant de regretter que le remaniement du gouvernement n'ait pas eu lieu.

Le président du MSP a révélé aussi que outre les ministrables, la liste envoyée au président proposait aussi des profils de cadres pour le reste des institutions. Aboudjerra

Soltani appelle cela une proposition de mise en pratique de l'idée de partenariat politique que le MSP partage avec le FLN et le RND. «Nous voulons être aussi présents dans le reste des institutions.» Concernant son départ du gouvernement, Soltani a déclaré qu'il ne s'agit pas de démission au sens administratif du terme ni d'un renvoi. «J'ai demandé au président de me dispenser des mes charges ministérielles pour m'occuper pleinement de la réunification des rangs de mon parti. Le président a accepté.» Soltani n'a donc pas déposé de demande de démission écrite.

Je ne briguerais pas la présidence du MSP

Inévitablement, la dissidence organisée par

Menasra a été au menu de la discussion avec Soltani. Ce dernier ne semble pas avoir totalement perdu l'espoir de voir Menasra et des fidèles revenir sous la bannière du parti, même au stade où en sont les frictions et les querelles.

«Nous n'avons ménagé aucun effort pour les faire revenir au parti. Les portes du MSP leur sont toujours ouvertes. On a tenté récemment une autre conciliation. On leur a fait savoir que la plate-forme de 13 points élaborée en juillet 2008 par la commission de conciliation bénéficie aujourd'hui d'un climat favorable à l'application», a-t-il affirmé, regrettant que «jusqu'à aujourd'hui, aucune réponse ne leur est parvenue».

Soltani a expliqué que beaucoup de points de la plate-forme sont de fait satisfaits, notamment celui relatif à son départ du gouvernement.

«Je suis prêt à me faire violence et m'engager à ne pas briguer un troisième mandat à la tête du parti, pour peu qu'ils reviennent et que les rangs du parti soient réunifiés», a-t-il encore concédé.

Menasra et ses fidèles ont jusqu'au 11 août pour rendre leur réponse, sinon c'est au conseil consultatif du parti, qui se réunira les 11 et 12 août, de rendre son verdict dans ce conflit devenu une dissidence assumée.

S. A. I.

FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE

Le 9^e congrès ravive les tensions

La situation au sein du Front de libération nationale s'est sérieusement détériorée ces dernières semaines. Le parti de Abdelaziz Belkhadem peine à mettre en place les structures chargées de préparer le prochain congrès ordinaire.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir)

Abdelaziz Belkhadem s'est une nouvelle fois trompé. «Le prochain congrès sera singulier en ce sens qu'il devrait permettre d'enterrer définitivement les querelles qui ont eu raison de la cohésion des militants», avait déclaré le secrétaire général du Front de libération nationale à l'occasion de la cérémonie d'installation de la commission nationale de préparation du 9^e congrès. On assiste actuellement à l'effet inverse puisque les querelles et les rancœurs sont remontées à la surface. La direction du FLN, censée être la première force politique du pays, ne parvient toujours pas à installer l'ensemble des structures organiques chargées de préparer ce congrès.

«La contestation est générale. Il n'y a pas une seule mouhafadha dans le pays où le processus se déroule normalement», a indiqué Abbès Mekhalif, ancien président du groupe parlementaire du FLN à l'Assemblée populaire nationale et

membre de la cellule de suivi du FLN. Mekhalif cite plusieurs exemples : «Nous avons constaté plusieurs cas d'exclusion de membres des bureaux de mouhafadha qui sont censés siéger au sein des commissions de wilaya. Cela s'est passé notamment à Saïda, Mila ou encore Annaba. A Skikda, un membre influent de la direction du parti n'a rien trouvé de mieux à faire que d'imposer deux personnes au sein de la commission de préparation.»

Notre interlocuteur s'interroge également sur le sort des quinze de wilayas qui ne disposent toujours pas de mouhafadhas. «Le parti y est toujours représenté à travers des commissions transitoires. Mais cette situation antiréglementaire ne semble pas offusquer la direction du parti», note Mekhalif. Ce dernier dénonce également la formule imposée par Belkhadem dans le choix des membres de la commission nationale de préparation du 9^e congrès

ordinaire. «Cette commission est formée exclusivement des membres de l'instance exécutive. C'est une première dans l'histoire du parti. Une véritable aberration puisque Belkhadem lui-même reconnaît qu'un tiers des personnes qui siègent dans cette structure n'a jamais fait partie du Front de libération nationale. Au FLN, la tradition veut que cette commission soit composée de responsables, mais aussi de cadres et de militants issus de la base. L'objectif étant d'instaurer un large débat sur des questions qui seront ensuite traitées par le congrès.» Mekhalif est convaincu que les «défaillances» constatées ces derniers temps n'ont qu'un seul est unique objectif : «Exclure l'ensemble des militants sincères qui ne remplissent pas un certain nombre de critères.»

Il s'explique : «Le 9^e congrès sera le terminus où seront débarqués les militants qui ont soutenu le candidat du parti en 2004 (Ali Benflis, ndlr).»

Pour parer à cette «stratégie», de nombreux cadres ont mis en œuvre une initiative. «Les membres de la cellule de suivi du FLN suivent de près la situation.



Belkhadem dans la tourmente.

Les contacts avec les militants de base sont permanents. Au niveau de la direction, nous avons été approchés par plusieurs responsables, dont certains sont membres de la direction actuelle. Ils se disent prêts à participer à

une initiative de grande envergure qui devrait prendre forme dans les prochaines semaines. Cette initiative vise tout simplement à imposer l'application des textes du parti.»

T. H.